

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS183/1
G/L/334
G/AG/GEN/39
G/LIC/D/30
G/VAL/D/2
25 octobre 1999
(99-4599)

Original: anglais

BRÉSIL – MESURES CONCERNANT LES LICENCES D'IMPORTATION ET LES PRIX MINIMAUX À L'IMPORTATION

Demande de consultations présentée par les Communautés européennes

La communication ci-après, datée du 14 octobre 1999, adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne à la Mission permanente du Brésil et à l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Au nom des Communautés européennes, je demande l'ouverture de consultations avec la République fédérale du Brésil conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article XXII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994), à l'article 19 de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, à l'article 6 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation et à l'article 19 de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994, au sujet d'un certain nombre de mesures, procédures et pratiques brésiliennes qui restreignent gravement le commerce et causent un tort aux exportateurs des CE.

Les mesures en question comprennent, mais non exclusivement, la mise en place de régimes de licences d'importation non justifiés et l'imposition de prix minimaux pour plusieurs produits importés et notamment les articles textiles, le sorbitol et la carboxyméthylcellulose (CMC). Ces prix minimaux sont fixés par le gouvernement brésilien (Ministère du développement, de l'industrie et du commerce) à la demande et après consultations des branches de production nationales concernées et sont systématiquement appliqués à la frontière par les autorités douanières soit 1) pour l'obtention d'une licence d'importation, soit 2) comme base de calcul de la valeur en douane.

En particulier, des produits se trouvent soumis dans certains cas à des régimes de licences non automatiques appliqués par le biais du Système intégré de commerce extérieur (SISCOMEX). Or, ces régimes ne correspondent pas, ni par leur portée, ni par leur durée, aux mesures auxquelles ils sont censés donner effet et sont administrés de manière injuste et inéquitable. Dans la pratique, les demandes de licences non automatiques restent indéfiniment en suspens et sans réponse officielle, de sorte que les importations sont interrompues, tandis que les autorités douanières brésiliennes informent de manière informelle l'importateur de l'existence d'un prix minimal.

Dans d'autres cas, les autorités douanières brésiliennes ne tiennent aucun compte de la valeur transactionnelle sur la base de laquelle les droits de douane devraient être perçus mais appliquent à la place un prix minimal pour calculer ces droits. Les prix minimaux imposés au moment de la

./.

déclaration d'importation doivent être replacés dans le contexte de la mise en œuvre de la nouvelle législation brésilienne sur l'évaluation en douane promulguée en février 1998.

En outre, les mesures imposant ces prix minimaux n'ont été publiées nulle part et les régimes de licences non automatiques ne sont pas transparents. Ainsi par exemple, jusqu'en août 1998, l'Annexe II du Comunicado 37/17 donnait la liste des produits soumis à des licences non automatiques. Le Comunicado 23 du 23 août 1998 dispose que la liste des produits soumis à des licences non automatiques ne sera pas publiée mais figurera désormais uniquement, sous forme codée, dans un barème ("tabela administrativa") de la SISCOMEX auquel seuls les utilisateurs agréés et dûment enregistrés ont accès. Enfin, les mesures susmentionnées entraînent une charge injustifiée et disproportionnée qui pèse sur les importations en provenance des CE.

Le système brésilien de licences non automatiques et la pratique des prix minimaux sont aussi appliqués aux produits agricoles (par exemple le sorbitol) d'une façon contraire à l'article 4:2 de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, qui dispose que les Membres ne maintiendront pas de mesures telles que des prix minimaux à l'importation ou de régimes d'importation discrétionnaires et ne recourront pas ni ne reviendront pas à de telles mesures.

Les Communautés européennes considèrent que les mesures susmentionnées constituent une violation des obligations du Brésil au titre de plusieurs Accords de l'OMC, et en particulier:

- les articles II, VIII, X et XI du GATT;
- l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture;
- les articles 1, 3, 5 et 8 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation;
- les articles 1 à 7 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994.

J'attends votre réponse à cette demande des Communautés européennes et souhaite qu'une date mutuellement acceptable puisse être fixée pour ces consultations.
